



# Bulletin trimestriel de conjoncture



Suivi de la conjoncture financière et bancaire  
N° 140 – 2<sup>ème</sup> trimestre 2009

## Sommaire

<i>Methodologie</i>	3
<b>1. Synthèse</b>	<b>5</b>
<b>2. Les actifs financiers de la clientèle non financière</b>	<b>10</b>
<i>Les avoirs des ménages</i>	11
<i>Les avoirs des sociétés</i>	12
<b>3. L'endettement des agents économiques</b>	<b>14</b>
<b>3.1 L'endettement auprès de l'ensemble des établissements de crédit</b>	<b>14</b>
<i>L'endettement des ménages</i>	15
<i>L'endettement des entreprises</i>	15
<i>L'endettement des collectivités locales</i>	16
<b>3.2 L'endettement auprès des établissements de crédit locaux</b>	<b>17</b>
<b>4. Les engagements bancaires</b>	<b>18</b>
<b>4.1 Les engagements sectoriels</b>	<b>18</b>
<b>4.2 Les indicateurs de vulnérabilité</b>	<b>20</b>
<b>5. Rappel des taux</b>	<b>21</b>
<b>5.1 Taux réglementés</b>	<b>21</b>
<b>5.2 Principaux taux de marché</b>	<b>21</b>
<b>5.3 Taux de l'usure</b>	<b>21</b>
<b>6. Monnaie fiduciaire</b>	<b>22</b>
<b>6.1 Emission de billets euros</b>	<b>22</b>
<b>6.2 Emission de pièces euros</b>	<b>22</b>

### 1) Les établissements de crédit locaux et non installés localement

Pour l'IEDOM, deux critères cumulatifs président à l'attribution du statut d'établissement local : la présence d'un guichet sur place et la production de bilans et de comptes de résultat retraçant l'activité locale. Les établissements ne remplissant pas ces deux conditions sont considérés comme non installés localement. Ainsi, par exemple, l'Agence française de développement dispose effectivement d'un guichet sur place mais ne fournit pas de bilan ou de compte de résultat local.

La Poste et le Trésor Public sont assimilés à des établissements locaux.

### 2) Actifs financiers

Les actifs financiers présentés ici concernent uniquement les dépôts dans les banques locales, à La Poste et au Trésor public. Ils ne recensent donc pas les placements de la clientèle locale auprès des banques métropolitaines.

Les placements liquides ou à court terme regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles sans risque de perte en capital. Ils se répartissent entre les comptes d'épargne à régime spécial (livrets A et bleus, livrets ordinaires, livrets jeunes, livrets d'épargne populaire, LDD et comptes d'épargne logement) et les produits rémunérés au taux du marché monétaire (dépôts à terme, bons de caisse, certificats de dépôts et OPCVM - Organismes de Placement Collectif en Valeurs Mobilières - monétaires).

L'épargne à long terme est constituée des portefeuille-titres, des OPCVM non monétaires, des plans d'épargne logement, des plans d'épargne populaire et des autres actifs (assurance-vie essentiellement). Les données présentées ici ne sont pas exhaustives. En effet, ces informations n'incluent que partiellement les encours de contrats d'assurance-vie souscrits auprès des établissements de crédit et ne comprennent pas les données relatives aux opérations des compagnies d'assurance intervenant dans l'archipel.

Les ménages regroupent les particuliers, les entrepreneurs individuels et les administrations privées ; les entreprises correspondent aux sociétés non financières ; les autres agents rassemblent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations publiques locales, les administrations centrales et les administrations de sécurité sociale.

### 3) Passifs financiers

Dans les passifs financiers, sont présentés les crédits octroyés par les établissements de crédit locaux puis les crédits accordés par l'ensemble des établissements de crédit (installés localement ou non).

Les établissements de crédit non installés localement et intervenant à Saint-Pierre-et-Miquelon sont principalement la Caisse des dépôts et consignations (CDC), la Banque européenne d'investissement (BEI), Dexia Crédit Local, l'Agence française de développement (AFD), la Casden-BP, ou encore Natexis-Banque Populaire.

Les entrepreneurs individuels sont répartis entre les entreprises et les ménages selon les types de crédits. Ainsi, les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs des entrepreneurs individuels sont comptabilisés dans les encours des ménages (avec les données des particuliers) et les autres catégories de crédit des entrepreneurs individuels (relatives à leur activité) ont été intégrées aux entreprises (avec la totalité des données des sociétés non financières).

Pour les entreprises (sociétés non financières et entrepreneurs individuels selon les cas), les crédits d'exploitation regroupent les créances commerciales, les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et l'affacturage tandis que les crédits d'investissement comprennent les crédits à l'équipement et le crédit-bail.

Concernant les ménages (particuliers, administrations privées et entrepreneurs individuels selon les cas), les crédits à la consommation regroupent les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et le crédit-bail.

Les autres agents rassemblent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations centrales et de sécurité sociale.

#### **4) Service Central des Risques (SCR) et SCR douteux**

Le Service Central des Risques (SCR) de la Banque de France recense, à partir d'un seuil déclaratif de 25 000 euros de crédits par guichet bancaire et par entité juridique, les encours de crédits distribués par les établissements de crédit implantés sur le territoire français. Cette source d'information permet, même si elle n'est pas exhaustive, une analyse sectorielle des encours de crédit.

## 1. Evolution monétaire et financière internationale

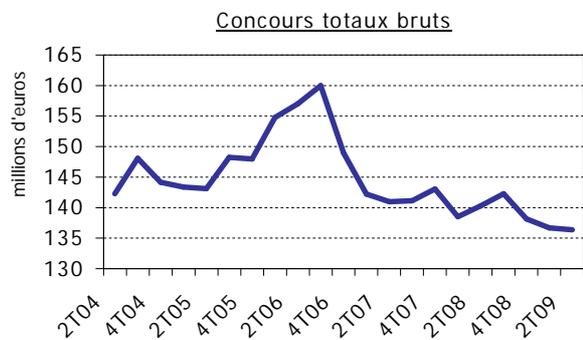
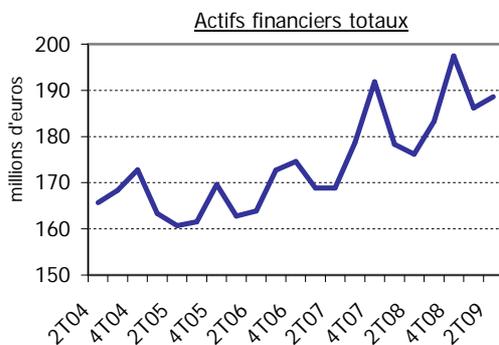
La crise qui a touché les grandes économies mondiales à partir du 3<sup>ème</sup> trimestre 2008 avant de s'étendre à l'ensemble des pays semble connaître une inflexion, au point que les premières estimations de PIB dans certains pays pour le 2<sup>ème</sup> trimestre 2009 font apparaître un retour de la croissance. Plusieurs facteurs ont contribué à ce redressement : la désinflation qui a soutenu le pouvoir d'achat des ménages, les plans de relance massifs mis en oeuvre par les gouvernements, le soutien des pouvoirs publics aux systèmes financiers, enfin les baisses très fortes de taux directeurs décidées par les banques centrales ainsi que des apports massifs de liquidité aux systèmes bancaires. En dépit de cette amorce d'amélioration de la conjoncture économique, l'incertitude reste toujours forte pour les trimestres à venir, liée notamment aux conséquences de la montée du chômage sur la demande des ménages.

Les banques centrales ont maintenu au 2<sup>ème</sup> trimestre 2009 leur principal taux directeur à des niveaux historiquement bas : entre 0 et 0,25 % pour la Réserve fédérale américaine, 1 % pour la Banque centrale européenne, 0,1 % pour la Banque centrale du Japon. Le soutien des banques centrales à la liquidité bancaire s'est poursuivi dans un contexte de normalisation des marchés interbancaires. L'Eurosystème a mis en place le 24 juin 2009 une première opération de refinancement à 12 mois : la demande a atteint le montant exceptionnel de 442 milliards d'euros, soit 1,4 % du total des actifs des établissements de crédit de la zone euro en juin 2009.

Les premiers signes de reprise économique ont soutenu les marchés actions des grandes places internationales et provoqué dans certains pays une hausse des taux à long terme, liée sans doute en partie à cet accroissement de l'appétence au risque. Ils ont également provoqué une hausse sensible des cours des matières premières, au premier rang desquelles le pétrole. Après un point bas à moins de 40 USD le baril fin 2008, son cours oscille depuis juin 2009 entre 59 et 72 USD. Le cours de l'euro/USD, enfin, s'est sensiblement apprécié tout au long du 2<sup>ème</sup> trimestre 2009, passant de 1,25 à 1,41.

## 2. Evolution financière et bancaire à Saint-Pierre-et-Miquelon

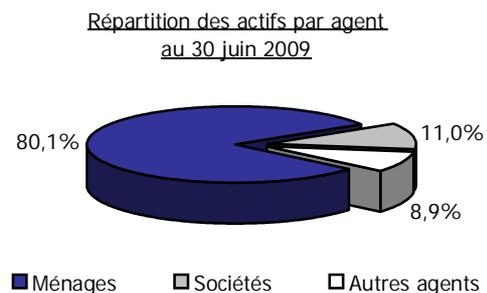
Les actifs financiers affichent une progression de 7,0 % sur un an. Au contraire, l'encours brut de l'ensemble des crédits accordés a fléchi de 2,8 %. Le recul de l'encours sain est moins prononcé (- 1,3 %), le taux de créances douteuses s'améliorant (- 1,3 point). Seul l'encours sain des crédits accordés aux ménages a progressé, les crédits aux entreprises et aux collectivités locales ont évolué à la baisse.



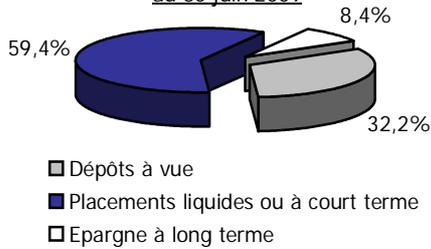
### 2.1. Progression des actifs financiers de la place

L'ensemble des **actifs financiers** détenus par les agents économiques de Saint-Pierre-et-Miquelon a progressé de 7,0 % sur un an pour s'établir à 188,575 millions d'euros à fin juin 2009.

Les ménages détiennent une part prépondérante de ces actifs (80,1 %), contre 11,0 % pour les sociétés et 8,9 % pour les autres agents.



Répartition des actifs financiers par nature  
au 30 juin 2009



Les actifs sont principalement constitués de placements liquides ou à court terme (59,4 %). Les dépôts à vue représentent 32,2 % des actifs, et l'épargne à long terme 8,4 %.

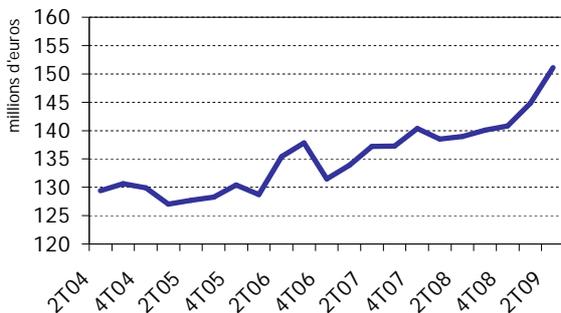
a) Les actifs financiers des ménages

Les actifs des **ménages** (151,104 millions d'euros) sont en hausse de 8,7 % (soit + 12,155 millions d'euros) sur un an.

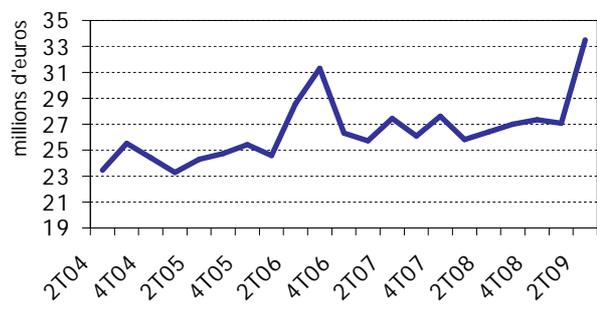
Les *placements liquides ou à court terme* (101,839 millions d'euros) – qui représentent 67,4% des actifs des ménages – progressent de 5,9 % (soit + 5,687 millions d'euros) sur un an. Les comptes d'épargne à régime spécial affichent la progression la plus importante (+ 18,2 %), soutenue par la hausse de 21,2 % des livrets ordinaires (chiffrés à 32,675 millions d'euros au 30 juin). Les placements indexés sur les taux de marché (62,872 millions d'euros) stagnent (- 0,5 %).

L'*épargne à long terme* (15,775 millions d'euros) s'inscrit toujours dans une tendance baissière (- 3,7 % après - 11,6 % au premier trimestre) : les OPCVM non monétaires (4,114 millions d'euros) sont en repli de 16,3 % ; en revanche, les plans d'épargne logement (2,182 millions d'euros) et les contrats d'assurance vie (9,479 millions d'euros) enregistrent des hausses respectives de 5,3 % et de 1,0 %.

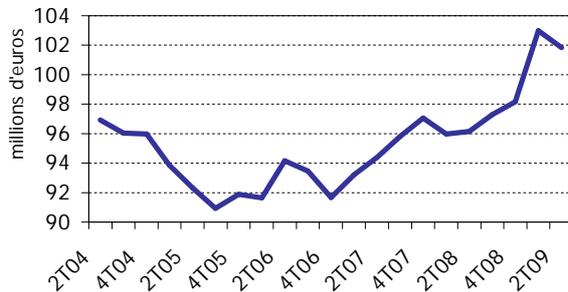
Actifs totaux des ménages



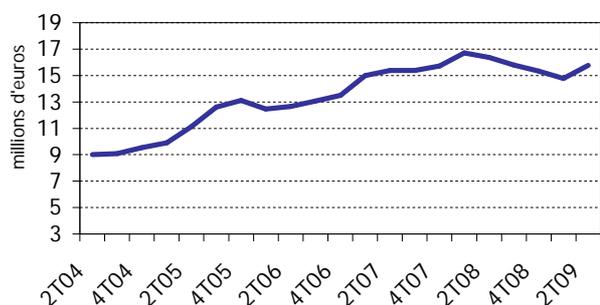
Dépôts à vue des ménages



Placements liquides ou à CT des ménages

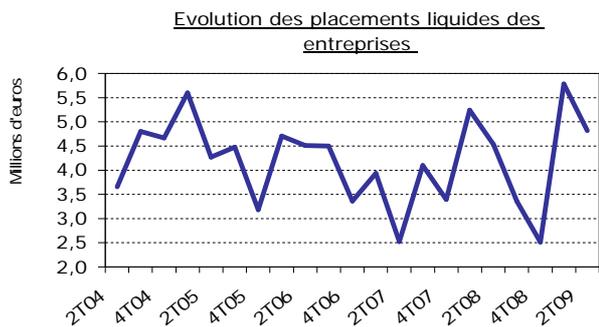
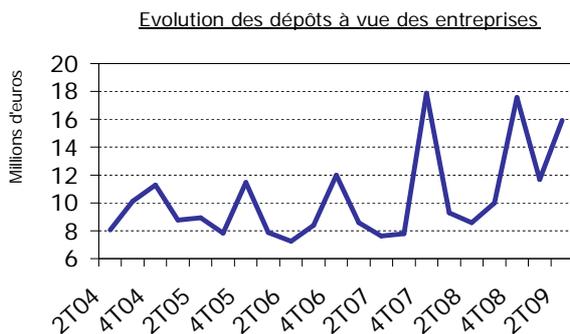
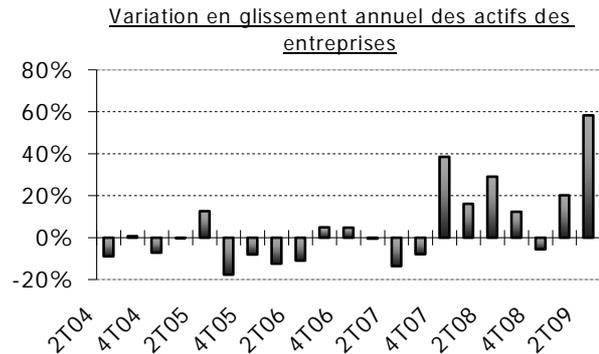
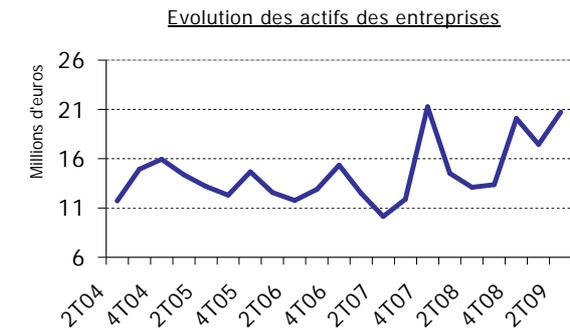


Epargne à long terme des ménages



b) Les actifs financiers des entreprises

A fin juin 2009, les actifs des **entreprises** s'élèvent à 20,746 millions d'euros et représentent 11% de l'épargne totale des agents de la place.



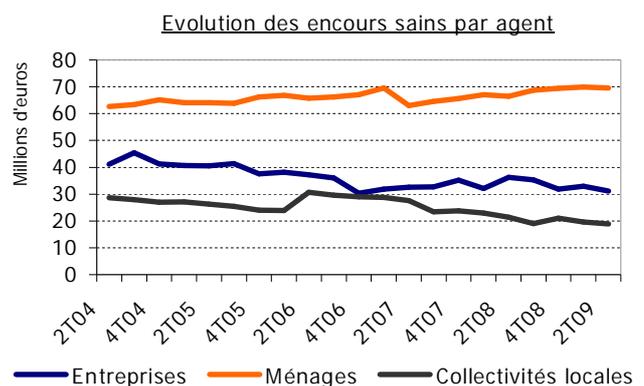
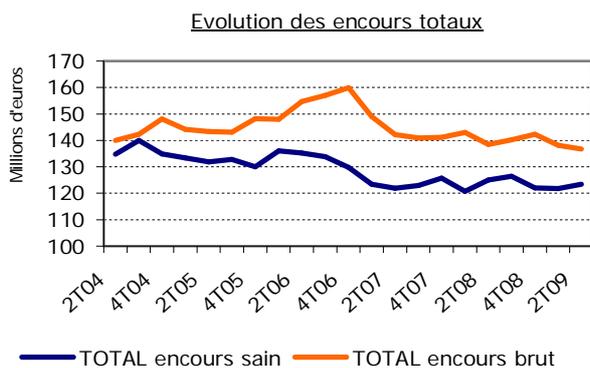
c) Les actifs financiers des autres agents

Au deuxième trimestre 2009, les actifs des **autres agents** (16,725 millions d'euros) ont poursuivi leur repli (- 30,7 % sur un an soit - 7,395 millions d'euros). Ce recul reflète tant l'évolution des *dépôts à vue* (- 16,0 %, soit - 2,171 millions d'euros) que celle des *placements liquides ou à court terme* (- 49,5 %, soit - 5,224 millions d'euros). Les *comptes à terme*, particulièrement affectés par la baisse des taux, se sont repliés de 77,6 % sur un an.

**2.2. Recul des financements bancaires octroyés par les établissements de crédit**

L'**encours brut total** des crédits accordés par l'ensemble des établissements de crédit diminue de 2,8 % sur un an, pour s'établir à 136,373 millions d'euros au 30 juin 2009 (soit - 3,894 millions d'euros). Les créances douteuses brutes fléchissent de 14,7 %, portant le taux de créances douteuses à 9,5 % à la fin du trimestre (soit - 1,3 point sur un an). Le recul de l'**encours sain total** (- 1,3 % en glissement annuel) demeure ainsi moins important que celui de l'encours brut.

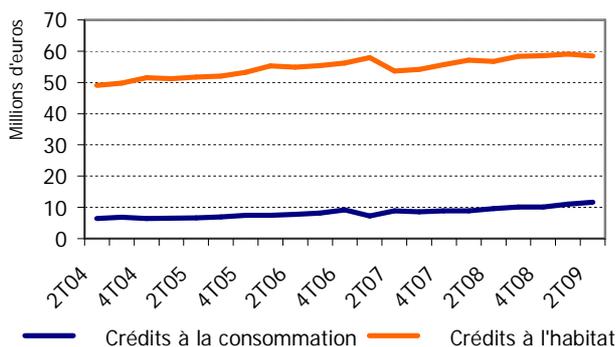
Le taux de créances douteuses se situe sous le seuil de 10 % pour la première fois depuis le deuxième trimestre 2005.



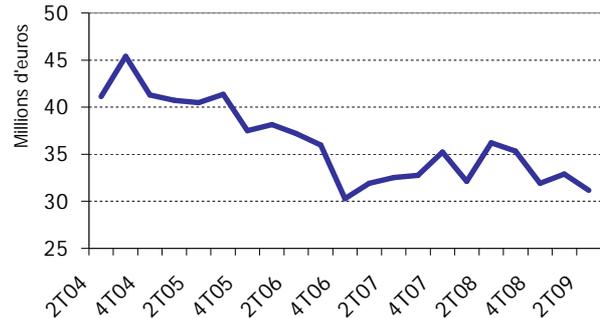
L'encours sain des ménages enregistre une progression de 3,5 % sur un an (+ 2,407 millions d'euros). Cette évolution repose, d'une part, sur celle des crédits à la consommation (+ 22,0 %, + 2,107 millions d'euros) et, d'autre part, sur la croissance de 1,8 % des crédits à l'habitat (+ 1,063 millions d'euros). L'encours sain des ménages (qui constitue 58,1 % des crédits accordés aux agents de la place) a progressé de manière régulière depuis le 1<sup>er</sup> trimestre 2008 et s'élève à 71,086 millions d'euros à fin juin. Les crédits à l'habitat (59,397 millions d'euros) représentent 83,5 % de cet encours. Les crédits accordés aux ménages sont financés à 98,5 % par des établissements de crédit locaux.

L'encours sain des entreprises régresse de 14,0 % sur un an (soit - 5,060 millions d'euros), l'encours relatif aux établissements de crédit de la zone - qui financent ces entreprises à hauteur de 90,2 % - diminuant de 14,9 %. Le repli des crédits à court terme est à l'origine de cette baisse. En revanche, les crédits d'investissement sont toujours orientés à la hausse.

Evolution des encours des ménages



Evolution des encours des entreprises

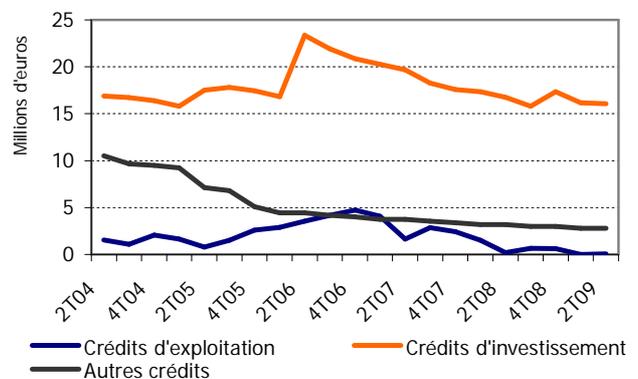


Enfin, l'encours sain des collectivités locales (17,868 millions d'euros) est en repli de 5,9 % sur un an (soit - 1,126 million d'euros).

Il représente 14,5 % de l'ensemble des crédits octroyés et est constitué à 85 % de crédits d'investissement.

Les crédits d'investissement ont enregistré une diminution de 3,8 % pour s'établir à 15,192 millions d'euros au 30 juin 2009.

Evolution des crédits aux collectivités locales

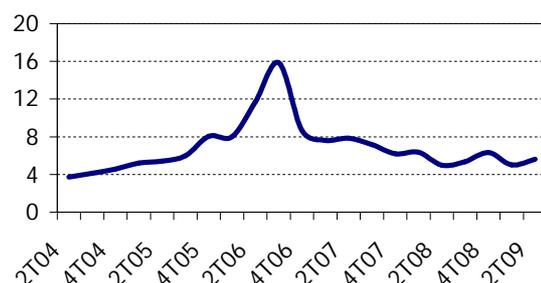


### 2.3. Evolution du risque de crédit au deuxième trimestre 2009

Les créances douteuses brutes ont diminué de 2,229 millions d'euros en un an.

Les provisions ayant été réduites de 2,893 millions d'euros, au total, les **créances douteuses nettes** affichent un accroissement de 13,4 % sur un an. A fin juin 2009, elles s'élèvent à 5,627 millions d'euros. Les créances douteuses nettes des entreprises augmentent de 47,2 % tandis que celles des ménages diminuent de 48,4 %.

Evolution des créances douteuses nettes



### 3. Les risques recensés au Service Central des Risques

Le Service Central des Risques (SCR) de la Banque de France est chargé de centraliser mensuellement les concours accordés par les établissements de crédit et les entreprises d'investissement dès lors qu'ils atteignent, par bénéficiaire déclarable, par guichet et par nature de déclaration, le seuil fixé par instruction de la Banque de France.

Au 30 juin 2009, l'encours des crédits à moyen terme aux entreprises et aux administrations recensé par le Service Central des Risques de la Banque de France s'élevait à 36,996 millions d'euros, en repli de 7,7 % sur un an.

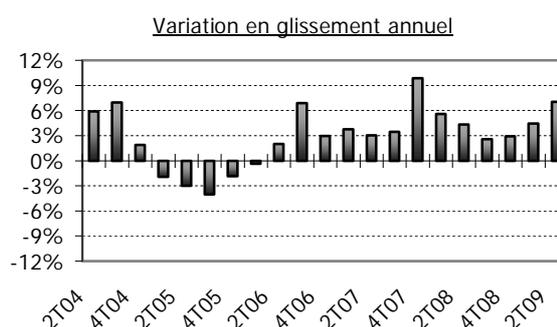
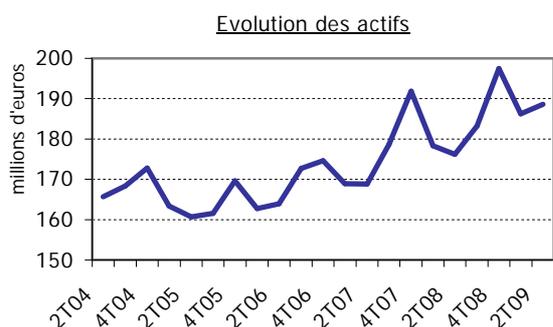
Les crédits à moyen et long terme demeurent prépondérants avec 71,1 % de l'ensemble des risques recensés. Les financements à court terme en représentent 19,3 %.

Le secteur « Administrations et Collectivités locales » concentre 28,9 % de l'encours total (15,046 millions d'euros). La part de ce secteur est traditionnellement la plus importante. Elle est suivie des secteurs « Commerce » (19,5 %) et « Transport et communications » (17,0 %).

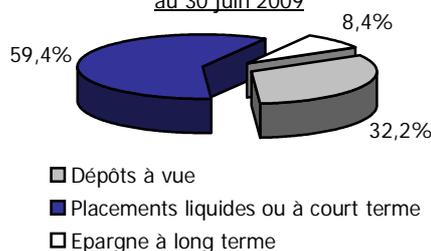
2. Les actifs financiers de la clientèle non financière

Actifs par agent	Montants en millions d'euros									Variations	
	juin-07	sept.-07	déc.-07	mars-08	juin-08	sept.-08	déc.-08	mars-09	juin-09	1 an	1 trim
<b>Sociétés</b>	10,153	11,886	21,267	14,531	13,103	13,353	20,071	17,460	20,746	58,3%	18,8%
<b>Dépôts à vue</b>	7,631	7,788	17,873	9,290	8,571	9,999	17,560	11,676	15,928	85,8%	36,4%
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	2,522	4,098	3,394	5,241	4,532	3,354	2,511	5,784	4,818	6,3%	-16,7%
Comptes d'épargne à régime spécial	0,007	0,007	0,007	0,007	0,007	0,007	0,000	0,000		-	
Placements indexés sur les taux du marché	2,515	4,091	3,387	5,234	4,525	3,347	2,511	5,784	4,818	6,5%	-16,7%
<i>dont comptes à terme</i>	2,515	4,091	3,387	5,234	4,525	3,347	2,511	5,784	4,818	6,5%	-16,7%
<i>dont OPCVM monétaires</i>											
<i>dont certificats de dépôts</i>											
<b>Epargne à long terme</b>											
<i>dont OPCVM non monétaires</i>											
<b>Ménages</b>	137,197	137,285	140,384	138,492	138,949	140,082	140,827	144,822	151,104	8,7%	4,3%
<b>Dépôts à vue</b>	27,438	26,095	27,617	25,811	26,419	27,022	27,342	27,069	33,490	26,8%	23,7%
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	94,389	95,799	97,044	95,968	96,152	97,298	98,162	102,985	101,839	5,9%	-1,1%
Comptes d'épargne à régime spécial	32,822	32,407	33,443	33,264	32,958	33,288	35,600	36,433	38,967	18,2%	7,0%
<i>Livrets ordinaires</i>	27,301	26,993	27,675	27,331	26,958	27,089	29,046	29,878	32,675	21,2%	9,4%
<i>Livrets A et bleu</i>	5,053	4,934	5,281	5,390	5,435	5,588	5,933	5,933	5,825	7,2%	-1,8%
<i>Livrets jeunes</i>	0,421	0,439	0,446	0,497	0,503	0,548	0,576	0,581	0,429	-14,7%	-26,2%
<i>Livrets d'épargne populaire</i>			0,000								
<i>CODEVI</i>			0,000								
<i>Comptes d'épargne logement</i>	0,047	0,041	0,041	0,046	0,062	0,063	0,045	0,041	0,038	-38,7%	-7,3%
Placements indexés sur les taux du marché	61,567	63,392	63,601	62,704	63,194	64,010	62,562	66,552	62,872	-0,5%	-5,5%
<i>dont comptes à terme</i>	58,945	60,874	61,362	60,583	61,196	62,020	60,599	64,589	61,029	-0,3%	-5,5%
<i>dont bons de caisse</i>	2,622	2,518	2,239	2,121	1,998	1,990	1,963	1,963	1,843	-7,8%	-6,1%
<i>dont OPCVM monétaires</i>								0,000			
<b>Epargne à long terme</b>	15,370	15,391	15,723	16,713	16,378	15,782	15,323	14,768	15,775	-3,7%	6,8%
<i>Plans d'épargne logement</i>	2,256	2,160	2,080	2,039	2,073	2,077	2,164	2,016	2,182	5,3%	8,2%
<i>Plans d'épargne populaire</i>			0,000								
<i>Autres comptes d'épargne</i>			0,000								
<i>Portefeuille-titres</i>											
<i>OPCVM non monétaires</i>	5,270	5,126	5,479	5,591	4,918	4,441	3,840	3,433	4,114	-16,3%	19,8%
<i>Contrats d'assurance-vie</i>	7,844	8,105	8,164	9,083	9,387	9,264	9,319	9,319	9,479	1,0%	1,7%
<b>Autres agents</b>	21,491	29,468	30,190	25,272	24,120	29,829	36,558	23,935	16,725	-30,7%	-30,1%
<b>Dépôts à vue</b>	11,920	19,662	20,603	16,646	13,556	19,404	26,482	16,655	11,385	-16,0%	-31,6%
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	9,571	9,806	9,587	8,626	10,564	10,425	10,076	7,280	5,340	-49,5%	-26,6%
Comptes d'épargne à régime spécial	3,832	3,576	3,561	3,408	3,839	3,642	4,126	4,099	3,836	-0,1%	-6,4%
Placements indexés sur les taux du marché	5,739	6,230	6,026	5,218	6,725	6,783	5,950	3,181	1,504	-77,6%	-52,7%
<i>dont comptes à terme</i>	5,739	6,230	6,026	5,218	6,725	6,783	5,950	3,181	1,504	-77,6%	-52,7%
<b>Epargne à long terme</b>	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000		
<b>TOTAL</b>	168,841	178,639	191,841	178,295	176,172	183,264	197,456	186,217	188,575	7,0%	1,3%
<b>Dépôts à vue</b>	46,989	53,545	66,093	51,747	48,546	56,405	71,384	55,400	60,803	25,2%	9,8%
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	106,482	109,703	110,025	109,835	111,248	111,077	110,749	116,049	111,997	0,7%	-3,5%
Comptes d'épargne à régime spécial	36,661	35,990	37,011	36,679	36,804	36,937	39,726	40,532	42,803	16,3%	5,6%
Placements indexés sur les taux du marché	69,821	73,713	73,014	73,156	74,444	74,140	71,023	75,517	69,194	-7,1%	-8,4%
<b>Epargne à long terme</b>	15,370	15,391	15,723	16,713	16,378	15,782	15,323	14,768	15,775	-3,7%	6,8%

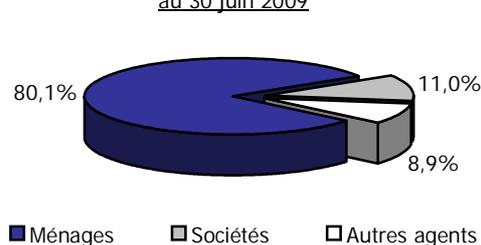
Total des actifs financiers



Répartition des actifs financiers par nature au 30 juin 2009

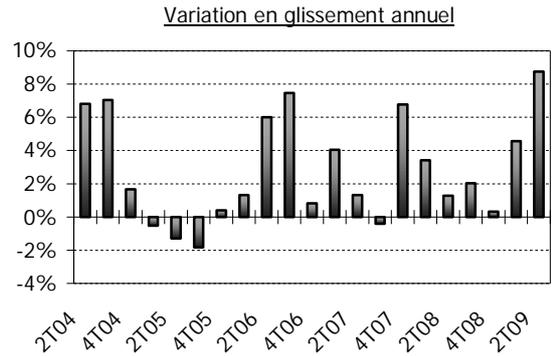
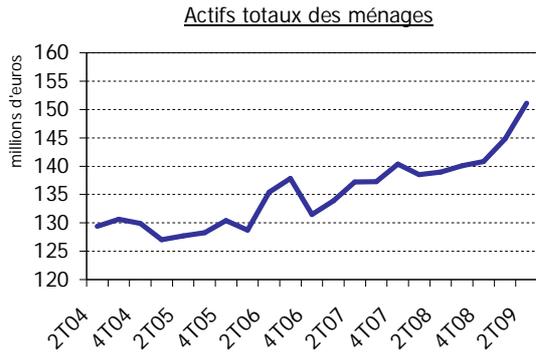


Répartition des actifs par agent au 30 juin 2009

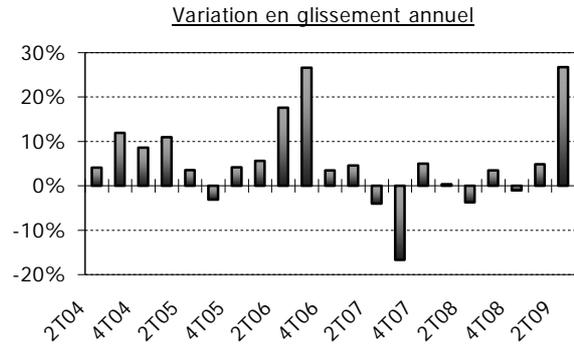
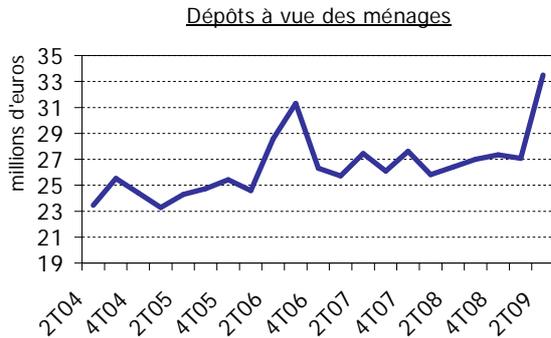


Les avoirs des ménages

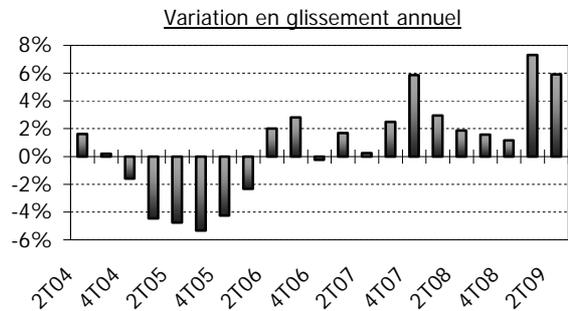
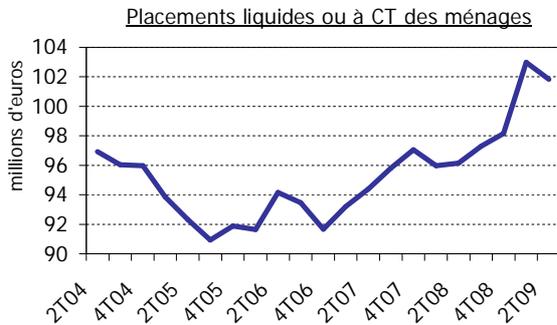
Total des actifs financiers



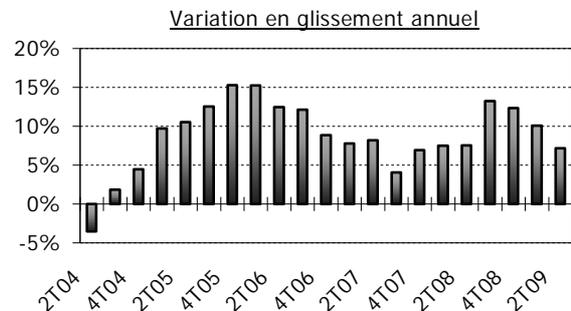
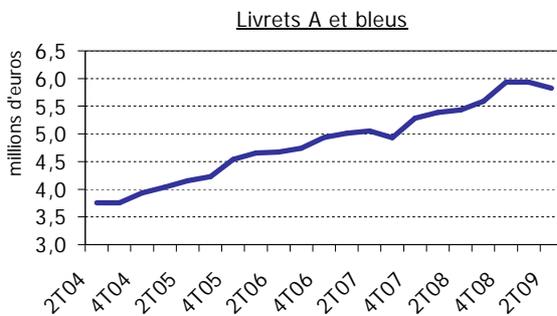
Dépôts à vue



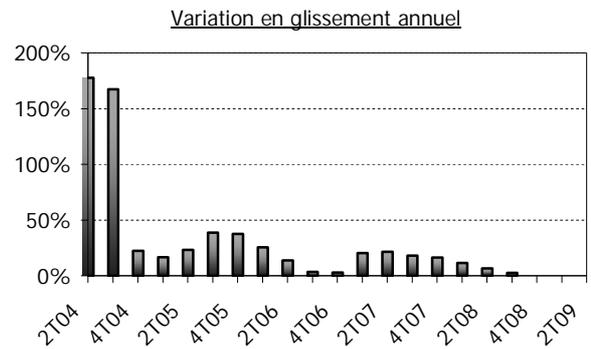
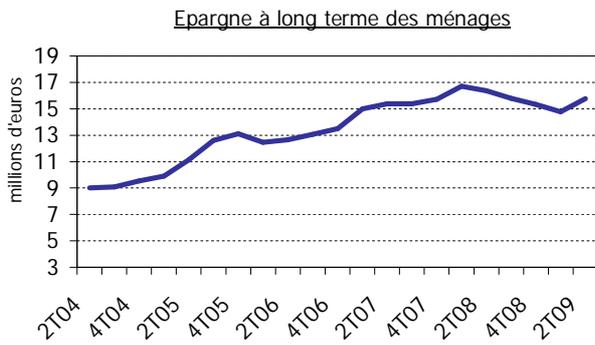
Placements liquides ou à court terme



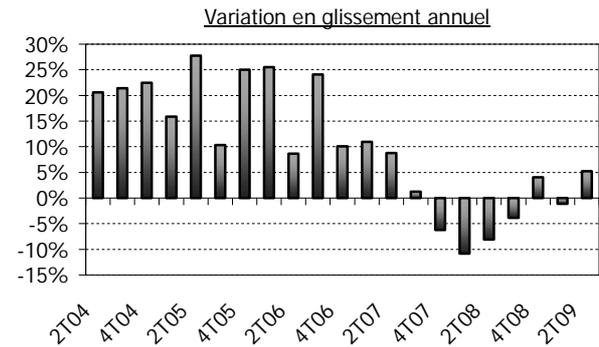
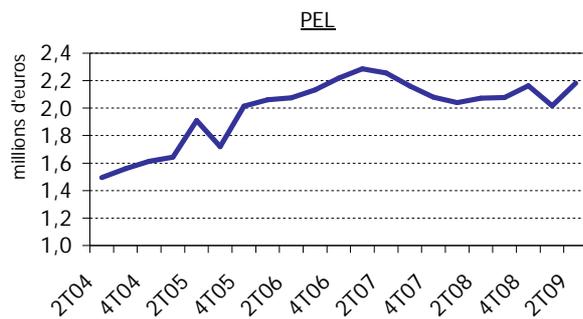
Livrets A et bleu



Epargne à long terme

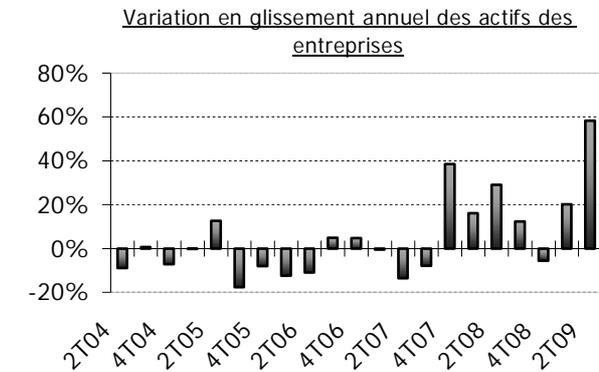
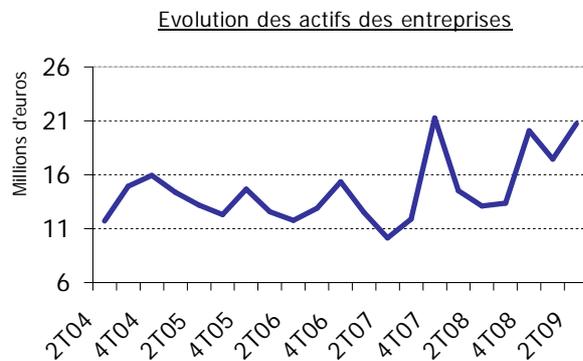


Plans d'épargne logement

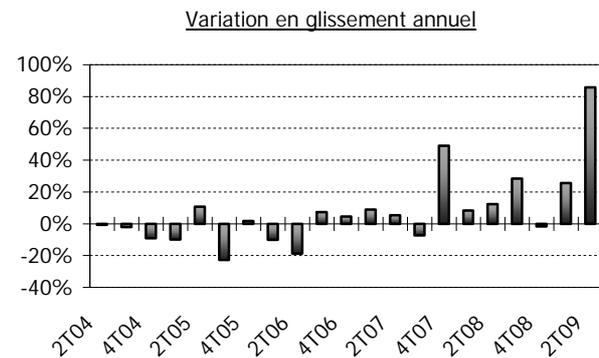
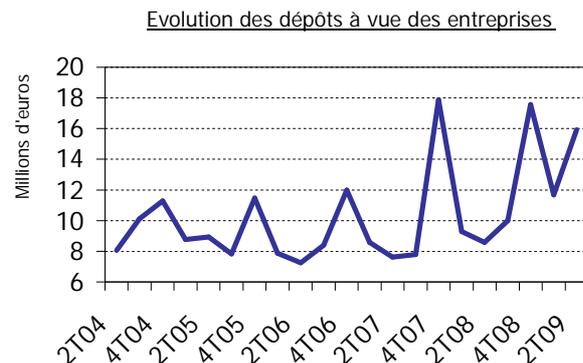


Les avoirs des sociétés

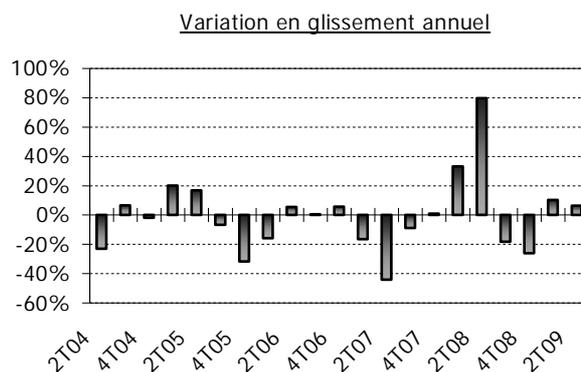
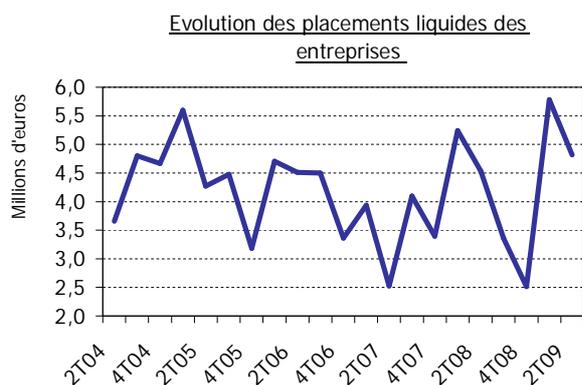
Total des actifs financiers



Dépôts à vue



Placements liquides ou à court terme



Les actifs par nature

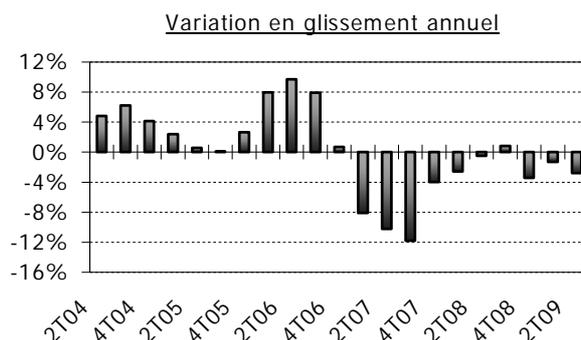
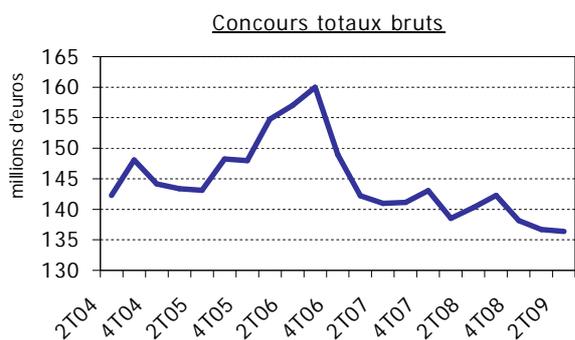
Actifs par nature	Montants en millions d'euros									Variations	
	juin-07	sept-07	déc-07	mars-08	juin-08	sept-08	déc-08	mars-09	juin-09	1 an	1 trim
Dépôts à vue	46,989	53,545	66,093	51,747	48,546	56,405	71,384	55,400	60,803	25,2%	9,8%
Placements liquides ou à court terme	106,482	109,703	110,025	109,835	111,248	111,077	110,749	116,049	111,997	0,7%	-3,5%
Comptes d'épargne à régime spécial	36,661	35,990	37,011	36,679	36,804	36,937	39,726	40,532	42,803	16,3%	5,6%
Livrets ordinaires	27,901	27,449	28,146	27,331	26,968	27,089	29,046	29,878	32,675	21,2%	9,4%
Livrets A et bleu	5,125	5,000	5,346	5,390	5,435	5,588	5,933	5,933	5,825	7,2%	-1,8%
Livrets jeunes	0,421	0,439	0,446	0,497	0,503	0,548	0,576	0,581	0,429	-14,7%	-26,2%
Livrets d'épargne populaire			0,000								
CODEVI			0,000								
Comptes d'épargne logement	0,047	0,041	0,041	0,046	0,062	0,063	0,045	0,041	0,038	-38,7%	-7,3%
Placements indexés sur les taux du marché	69,821	73,713	73,014	73,156	74,444	74,140	71,023	75,517	69,194	-7,1%	-8,4%
Dépôts à terme	67,199	71,195	70,775	71,035	72,446	72,150	69,060	73,554	67,351	-7,0%	-8,4%
Bons de caisse	2,622	2,518	2,239	2,121	1,998	1,990	1,963	1,963	1,843	-7,8%	-6,1%
Titres de créances négociables											
OFCVM monétaires											
<b>Epargne à long terme</b>	<b>15,370</b>	<b>15,391</b>	<b>15,723</b>	<b>16,713</b>	<b>16,378</b>	<b>15,782</b>	<b>15,323</b>	<b>14,768</b>	<b>15,775</b>	<b>-3,7%</b>	<b>6,8%</b>
Plans d'épargne logement	2,256	2,160	2,080	2,039	2,073	2,077	2,164	2,016	2,182	5,3%	8,2%
Plans d'épargne populaire			0,000								
Autres comptes d'épargne			0,000								
Actions											
Obligations											
OFCVM non monétaires	5,270	5,126	5,479	5,591	4,918	4,441	3,840	3,433	4,114	-16,3%	19,8%
Contrats d'assurance-vie	7,844	8,105	8,164	9,083	9,387	9,264	9,319	9,319	9,479	1,0%	1,7%
<b>TOTAL</b>	<b>168,841</b>	<b>178,639</b>	<b>191,841</b>	<b>178,295</b>	<b>176,172</b>	<b>183,264</b>	<b>197,456</b>	<b>186,217</b>	<b>188,575</b>	<b>7,0%</b>	<b>1,3%</b>

3. L'endettement des agents économiques

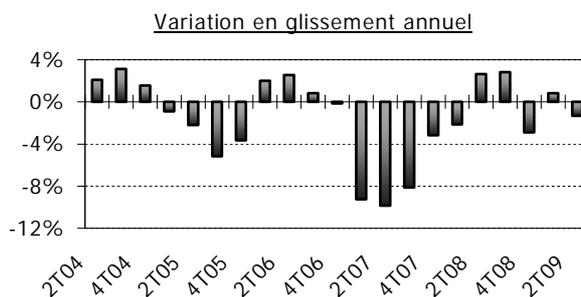
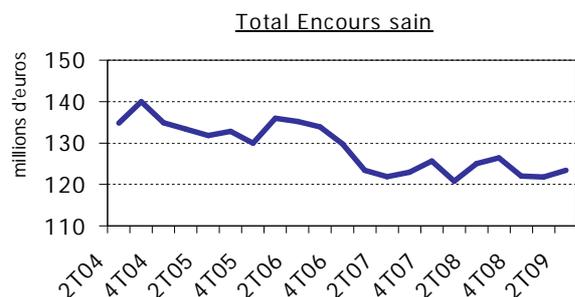
3.1 L'endettement auprès de l'ensemble des établissements de crédit

	Montants en millions d'euros									Variations	
	juin-07	sept.-07	déc.-07	mars-08	juin-08	sept.-08	déc.-08	mars-09	juin-09	1 an	1 trim
<b>Entreprises</b>	<b>32,519</b>	<b>32,747</b>	<b>35,216</b>	<b>32,130</b>	<b>36,217</b>	<b>35,343</b>	<b>31,901</b>	<b>32,906</b>	<b>31,157</b>	<b>-14,0%</b>	<b>-5,3%</b>
Crédits d'exploitation	16,842	17,679	19,159	15,786	19,788	18,736	16,135	7,855	7,332	-62,9%	-6,7%
Créances commerciales	0,762	2,335	4,364	0,359	2,470	3,059	3,271	0,029	0,026	-98,9%	-10,3%
Crédits de trésorerie	9,483	9,663	9,699	9,495	10,152	9,635	9,371	4,475	2,724	-73,2%	-39,1%
dont entrepreneurs individuels	2,629	0,922	0,713	0,635	0,657	0,534	0,511	0,034	0,076	-88,4%	123,5%
Comptes ordinaires débiteurs	6,597	5,681	5,096	5,932	7,166	6,042	3,493	3,351	4,582	-36,1%	36,7%
Affacturage	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000		
Crédits d'investissement	15,215	14,636	15,640	15,942	16,043	16,237	15,412	25,051	23,825	48,5%	-4,9%
Crédits à l'équipement	15,215	14,636	15,640	15,942	16,043	16,237	15,412	25,051	23,825	48,5%	-4,9%
dont entrepreneurs individuels	2,348	1,576	1,805	1,625	1,815	0,865	1,642	2,038	1,753	-3,4%	-14,0%
Crédit-bail	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000		
Crédits à l'habitat	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000		
Autres crédits	0,462	0,432	0,417	0,402	0,386	0,370	0,354	0,000	0,000		
<b>Ménages</b>	<b>64,594</b>	<b>65,567</b>	<b>67,008</b>	<b>66,508</b>	<b>68,679</b>	<b>69,430</b>	<b>69,875</b>	<b>69,556</b>	<b>71,086</b>	<b>3,5%</b>	<b>2,2%</b>
Crédits à la consommation	8,892	8,585	8,883	8,922	9,582	10,130	10,096	11,060	11,689	22,0%	5,7%
Crédits de trésorerie	8,158	7,959	8,329	8,341	8,965	9,598	9,607	10,053	10,472	16,8%	4,2%
Comptes ordinaires débiteurs	0,665	0,558	0,487	0,516	0,553	0,469	0,427	0,946	1,156	109,0%	22,2%
Crédit-bail	0,069	0,068	0,067	0,065	0,064	0,063	0,062	0,061	0,061	-4,7%	0,0%
Crédits à l'habitat	54,210	55,738	57,083	56,718	58,334	58,560	59,111	58,496	59,397	1,8%	1,5%
Autres crédits	1,492	1,244	1,042	0,868	0,763	0,740	0,668	0,000	0,000		
<b>Collectivités locales</b>	<b>23,465</b>	<b>23,814</b>	<b>22,960</b>	<b>21,446</b>	<b>18,994</b>	<b>20,998</b>	<b>19,561</b>	<b>18,859</b>	<b>17,868</b>	<b>-5,9%</b>	<b>-5,3%</b>
Crédits d'exploitation	1,640	2,849	2,419	1,525	0,206	0,672	0,612	0,002	0,055	-73,3%	2650,0%
Crédits de trésorerie	0,014	1,541	1,411	0,720	0,006	0,620	0,612	0,002	0,002	-66,7%	0,0%
Comptes ordinaires débiteurs	1,626	1,308	1,008	0,805	0,200	0,052	0,000	0,000	0,053	-73,5%	
Crédits d'investissement	18,263	17,591	17,358	16,738	15,795	17,333	16,147	16,055	15,192	-3,8%	-5,4%
Crédits à l'équipement	18,263	17,591	17,358	16,738	15,795	17,333	16,147	16,055	15,192	-3,8%	-5,4%
Crédit-bail	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000		
Crédits à l'habitat	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000		
Autres crédits	3,562	3,374	3,183	3,183	2,993	2,993	2,802	2,802	2,621	-12,4%	-6,5%
<b>Autres agents de CCB non ventilés</b>	<b>1,277</b>	<b>0,848</b>	<b>0,493</b>	<b>0,763</b>	<b>1,170</b>	<b>0,670</b>	<b>0,687</b>	<b>0,472</b>	<b>3,284</b>	<b>180,7%</b>	<b>595,8%</b>
<b>Total encours sain</b>	<b>121,855</b>	<b>122,976</b>	<b>125,677</b>	<b>120,781</b>	<b>125,060</b>	<b>126,441</b>	<b>122,024</b>	<b>121,793</b>	<b>123,395</b>	<b>-1,3%</b>	<b>1,3%</b>
Créances douteuses brutes	19,095	18,125	17,361	17,747	15,207	15,854	16,124	14,916	12,978	-14,7%	-13,0%
Créances douteuses nettes	7,853	7,173	6,192	6,352	4,963	5,352	6,337	5,013	5,627	13,4%	12,2%
dont entreprises	6,850	6,448	5,384	5,414	3,237	3,870	5,664	4,492	4,766	47,2%	6,1%
dont ménages	0,919	0,720	0,804	0,938	1,664	1,482	0,672	0,519	0,859	-48,4%	65,5%
Provisions	11,242	10,952	11,169	11,395	10,244	10,502	9,787	9,903	7,351	-28,2%	-25,8%
<b>Total encours brut</b>	<b>140,950</b>	<b>141,101</b>	<b>143,038</b>	<b>138,528</b>	<b>140,267</b>	<b>142,295</b>	<b>138,148</b>	<b>136,709</b>	<b>136,373</b>	<b>-2,8%</b>	<b>-0,2%</b>
Taux de créances douteuses	13,5%	12,8%	12,1%	12,8%	10,8%	11,1%	11,7%	10,9%	9,5%	-1,3	-1,4
Taux de provisionnement	58,9%	60,4%	64,3%	64,2%	67,4%	66,2%	60,7%	66,4%	56,6%	-10,7	-9,7

Encours de crédits bruts

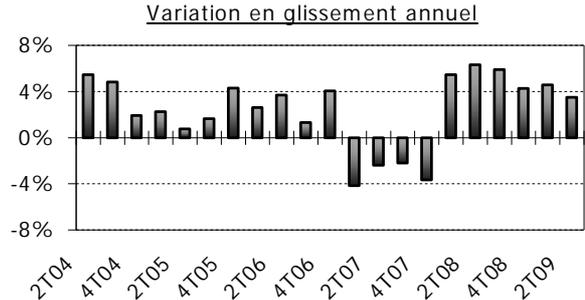
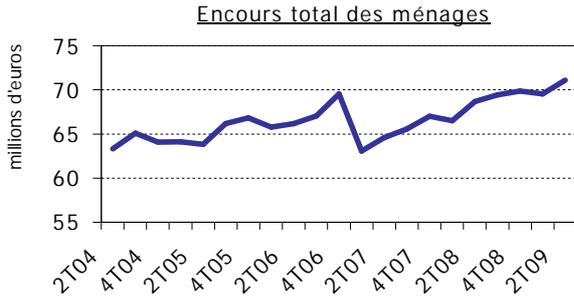


Encours de crédits sains

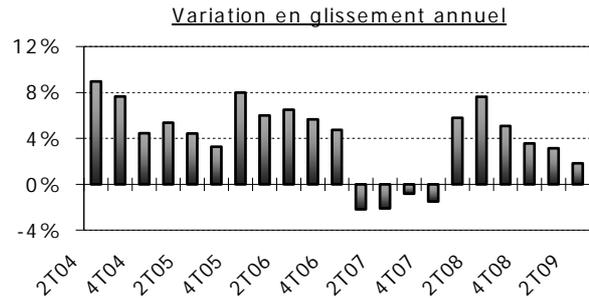
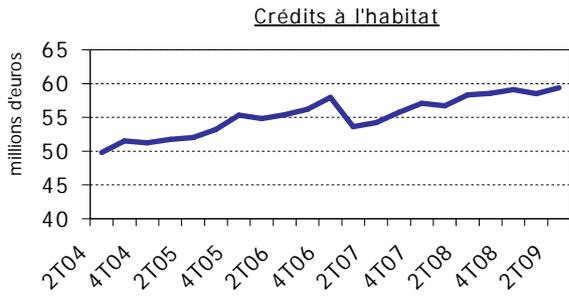


L'endettement des ménages

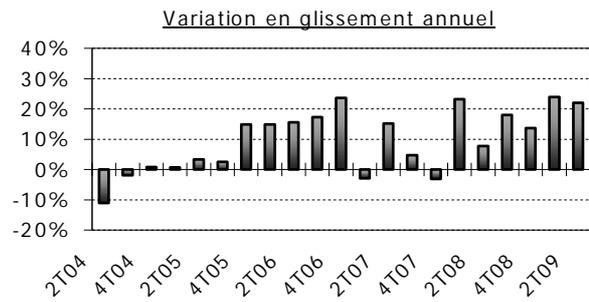
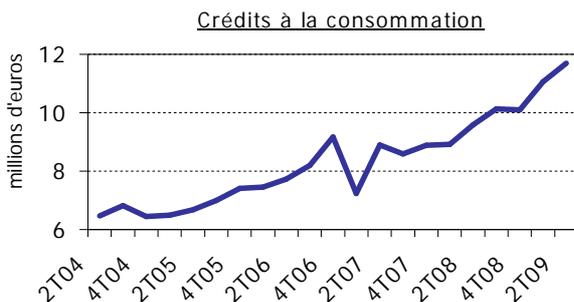
Encours de crédits sains



Crédits à l'habitat

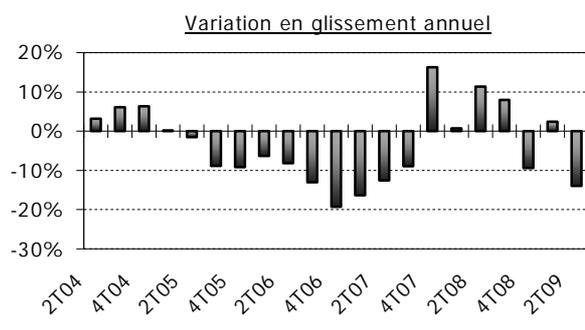
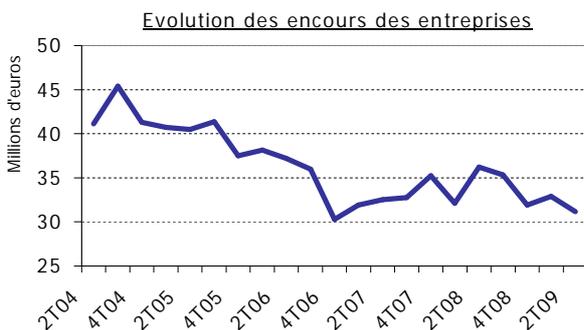


Crédits à la consommation

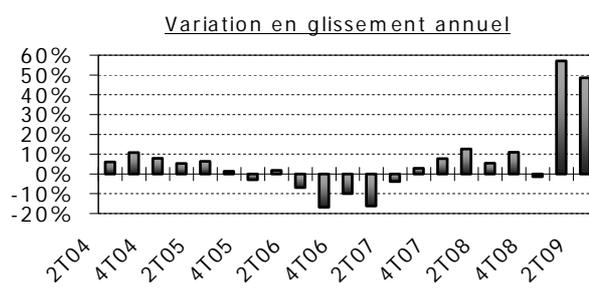
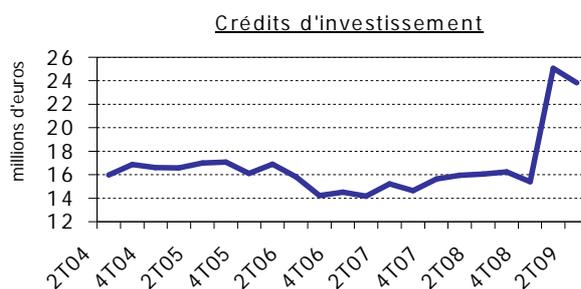


L'endettement des entreprises

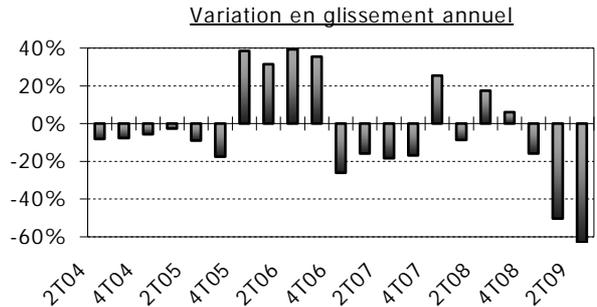
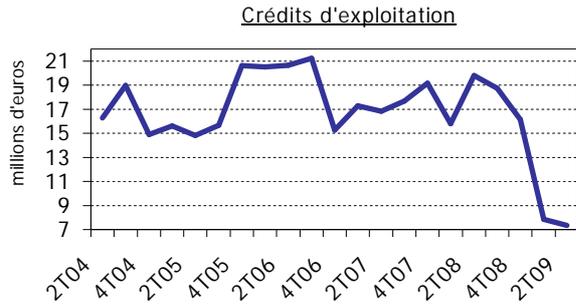
Encours de crédits sains



Crédits d'investissement

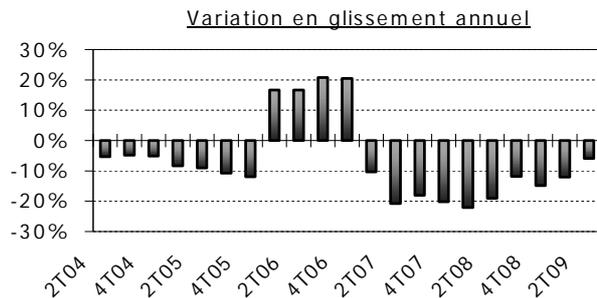
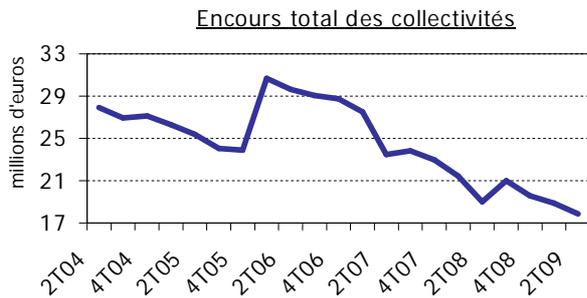


Crédits d'exploitation

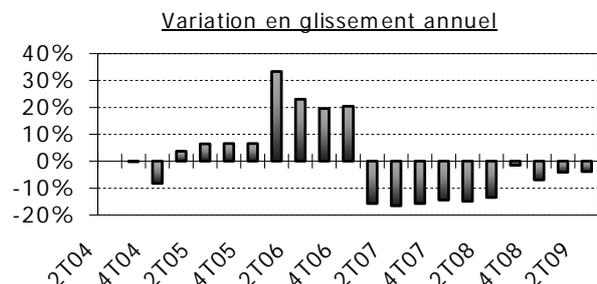
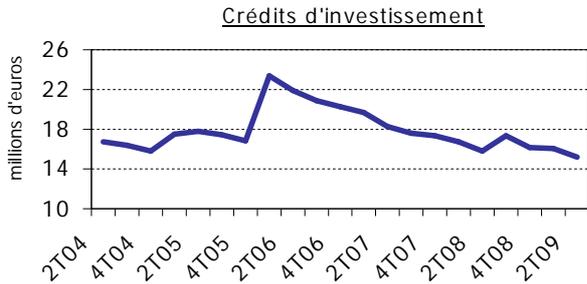


L'endettement des Collectivités locales

Encours de crédits sains



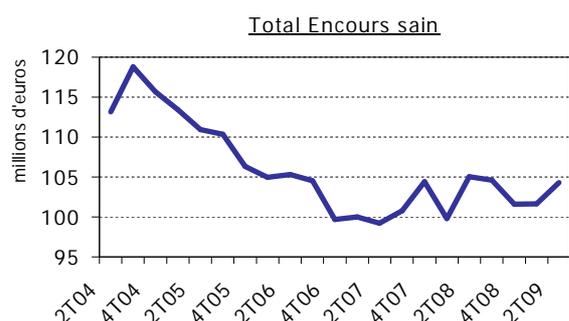
Crédits d'investissement



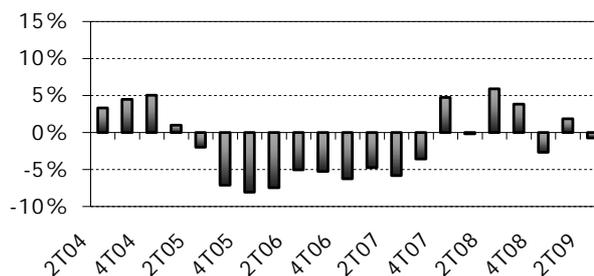
3.2 L'endettement auprès des établissements de crédit locaux

	Montants en millions d'euros									Variations	
	juin-07	sept.-07	déc.-07	mars-08	juin-08	sept.-08	déc.-08	mars-09	juin-09	1 an	1 trim
<b>Entreprises</b>	<b>28,690</b>	<b>28,960</b>	<b>31,852</b>	<b>28,781</b>	<b>33,030</b>	<b>31,994</b>	<b>28,674</b>	<b>29,700</b>	<b>28,106</b>	<b>-14,9%</b>	<b>-5,4%</b>
Crédits d'exploitation	16,842	17,679	19,159	15,786	19,788	18,736	16,135	7,854	7,332	-62,9%	-6,6%
Créances commerciales	0,762	2,335	4,364	0,359	2,470	3,059	3,271	0,029	0,026	-98,9%	-10,3%
Crédits de trésorerie	9,483	9,663	9,699	9,495	10,152	9,635	9,371	4,475	2,724	-73,2%	-39,1%
dont entrepreneurs individuels	2,629	0,922	0,713	0,635	0,657	0,534	0,511	0,034	0,076	-88,4%	123,5%
Comptes ordinaires débiteurs	6,597	5,681	5,096	5,932	7,166	6,042	3,493	3,350	4,582	-36,1%	36,8%
Affacturage											
Crédits d'investissement	11,386	10,849	12,276	12,593	12,856	12,888	12,185	21,846	20,774	61,6%	-4,9%
Crédits à l'équipement	11,386	10,849	12,276	12,593	12,856	12,888	12,185	21,846	20,774	61,6%	-4,9%
dont entrepreneurs individuels	2,295	1,525	1,756	1,578	1,770	0,780	1,557	1,954	1,669	-5,7%	-14,6%
Crédit-bail											
Crédits à l'habitat											
Autres crédits	0,462	0,432	0,417	0,402	0,386	0,370	0,354				
<b>Ménages</b>	<b>63,510</b>	<b>64,483</b>	<b>65,924</b>	<b>65,424</b>	<b>67,595</b>	<b>68,346</b>	<b>68,791</b>	<b>68,443</b>	<b>70,008</b>	<b>3,6%</b>	<b>2,3%</b>
Crédits à la consommation	8,665	8,358	8,656	8,695	9,355	9,903	9,869	10,833	11,463	22,5%	5,8%
Crédits de trésorerie	7,931	7,732	8,102	8,114	8,738	9,371	9,380	9,826	10,246	17,3%	4,3%
Comptes ordinaires débiteurs	0,665	0,558	0,487	0,516	0,553	0,469	0,427	0,946	1,156	109,0%	22,2%
Crédit-bail	0,069	0,068	0,067	0,065	0,064	0,063	0,062	0,061	0,061	-4,7%	0,0%
Crédits à l'habitat	53,353	54,881	56,226	55,861	57,477	57,703	58,254	57,610	58,545	1,9%	1,6%
Autres crédits	1,492	1,244	1,042	0,868	0,763	0,740	0,668				
<b>Collectivités locales</b>	<b>5,837</b>	<b>6,673</b>	<b>6,225</b>	<b>5,074</b>	<b>3,352</b>	<b>3,799</b>	<b>3,521</b>	<b>3,195</b>	<b>2,964</b>	<b>-11,6%</b>	<b>-7,2%</b>
Crédits d'exploitation	1,626	2,842	2,413	1,519	0,200	0,666	0,608		0,053		-73,5%
Crédits de trésorerie		1,534	1,405	0,714		0,614	0,608				
Comptes ordinaires débiteurs	1,626	1,308	1,008	0,805	0,200	0,052			0,053		-73,5%
Crédits d'investissement	4,023	3,831	3,812	3,555	3,152	3,133	2,913	3,195	2,911	-7,6%	-8,9%
Crédits à l'équipement	4,023	3,831	3,812	3,555	3,152	3,133	2,913	3,195	2,911	-7,6%	-8,9%
Crédit-bail											
Crédits à l'habitat											
Autres crédits	0,188										
<b>Autres agents et CCB non ventilés</b>	<b>1,177</b>	<b>0,659</b>	<b>0,412</b>	<b>0,536</b>	<b>1,081</b>	<b>0,487</b>	<b>0,615</b>	<b>0,318</b>	<b>3,206</b>	<b>196,6%</b>	<b>908,2%</b>
<b>Total encours sain</b>	<b>99,214</b>	<b>100,775</b>	<b>104,413</b>	<b>99,815</b>	<b>105,058</b>	<b>104,626</b>	<b>101,601</b>	<b>101,656</b>	<b>104,284</b>	<b>-0,7%</b>	<b>2,6%</b>
Créances douteuses brutes	18,702	17,926	17,113	17,518	14,978	15,624	15,899	14,705	12,773	-14,7%	-13,1%
Créances douteuses nettes	7,460	6,974	5,969	6,148	4,751	5,138	6,117	4,807	5,422	14,1%	12,8%
dont entreprises	6,538	6,249	5,162	5,210	3,025	3,656	5,444	4,286	4,561	50,8%	6,4%
dont ménages	0,919	0,720	0,804	0,938	1,664	1,482	0,672	0,519	0,859	-48,4%	65,5%
Provisions	11,242	10,952	11,144	11,370	10,227	10,486	9,782	9,898	7,351	-28,1%	-25,7%
<b>Total encours brut</b>	<b>117,997</b>	<b>118,701</b>	<b>121,527</b>	<b>117,399</b>	<b>120,036</b>	<b>120,250</b>	<b>117,500</b>	<b>116,361</b>	<b>117,057</b>	<b>-2,5%</b>	<b>0,6%</b>
Taux de créances douteuses	15,9%	15,1%	14,1%	14,9%	12,5%	13,0%	13,5%	12,6%	10,9%	-1,5	-1,7
Taux de provisionnement	60,1%	61,1%	65,1%	64,9%	68,3%	67,1%	61,5%	67,3%	57,6%	-10,7	-9,8

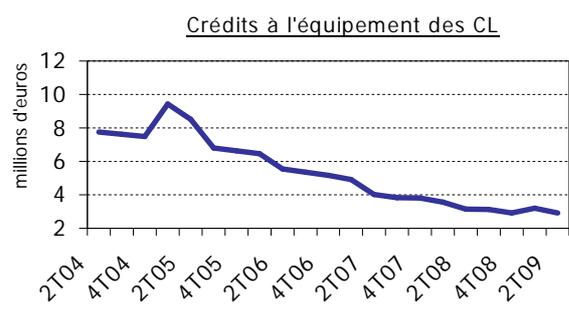
Encours total de crédits sains



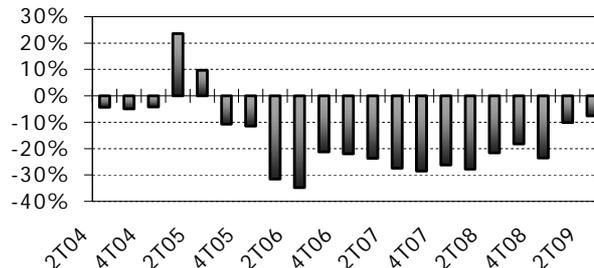
Variation en glissement annuel



Encours des crédits à l'équipement des Collectivités locales



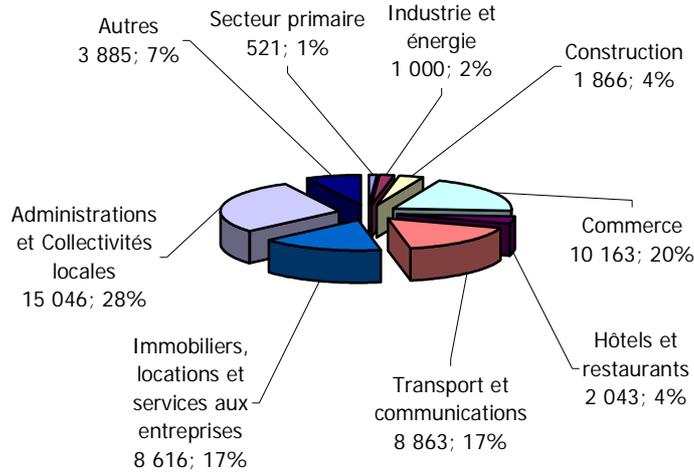
Variation en glissement annuel



4. Les engagements bancaires

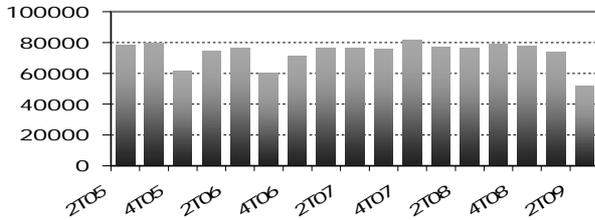
4.1 Les engagements sectoriels

Répartition des risques par secteur au 30 juin 2009 (milliers d'euros et %)

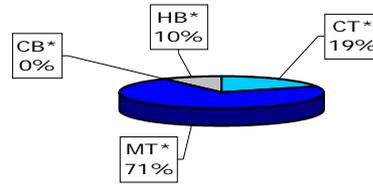


Evolution globale des risques déclarés au SCR

En milliers d'euros

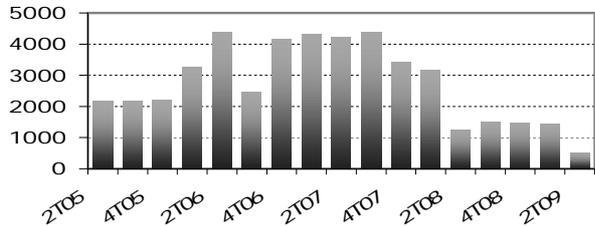


Structure (en %)

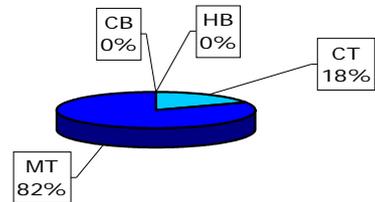


Secteur primaire

En milliers d'euros

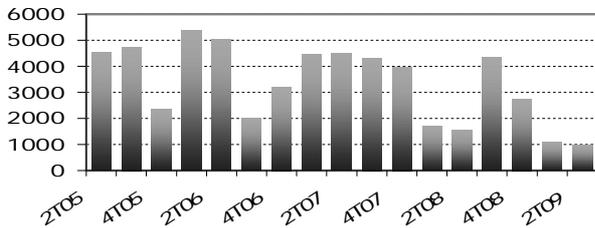


Structure (en %)

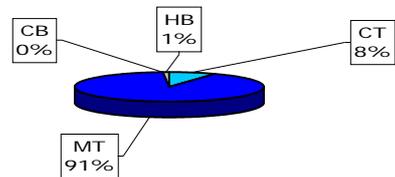


Industrie et énergie

En milliers d'euros

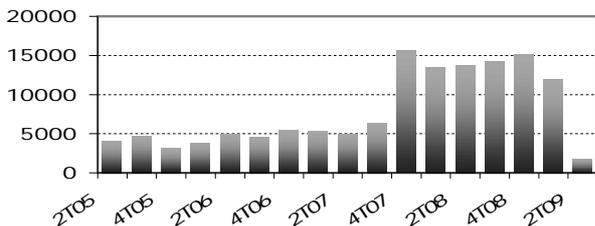


Structure (en %)

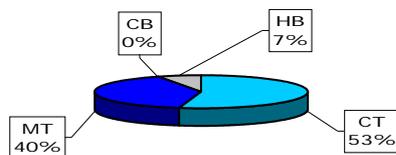


Construction

En milliers d'euros



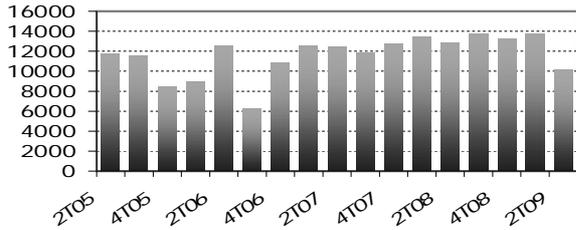
Structure (en %)



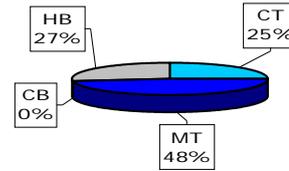
\* CT : Court Terme ; MT : Moyen Terme ; CB : Crédit Bail ; HB : Hors Bilan

Commerce

En milliers d'euros

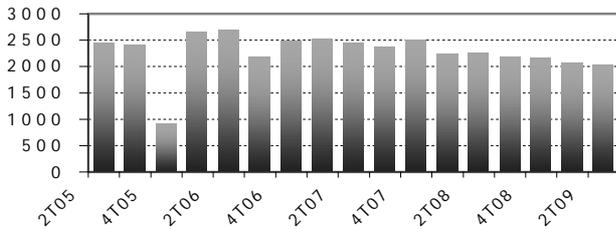


Structure (en %)

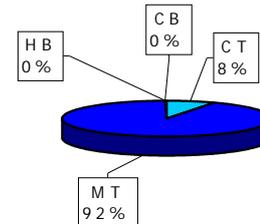


Hôtels et restaurants

En milliers d'euros

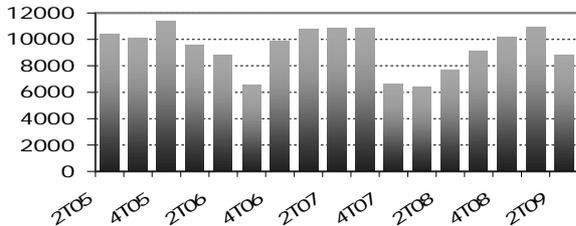


Structure (en %)

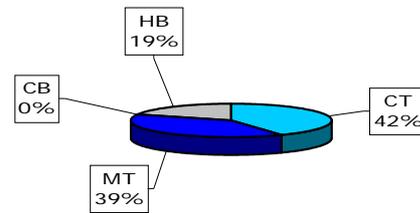


Transport et communication

En milliers d'euros

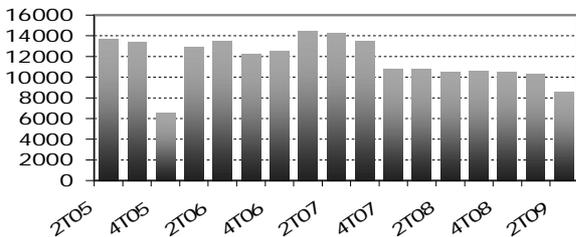


Structure (en %)

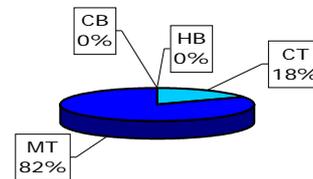


Immobiliers, locations et services aux entreprises

En milliers d'euros

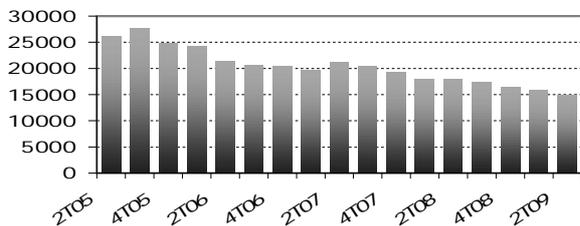


Structure (en %)

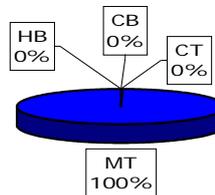


Administrations et Collectivités locales

En milliers d'euros

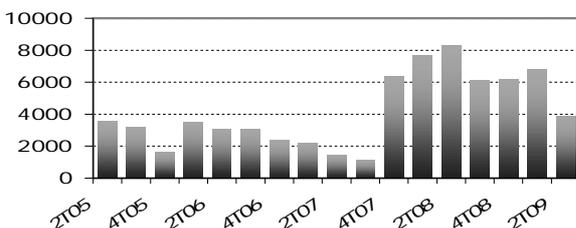


Structure (en %)

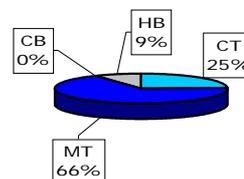


Autres secteurs d'activités

En milliers d'euros



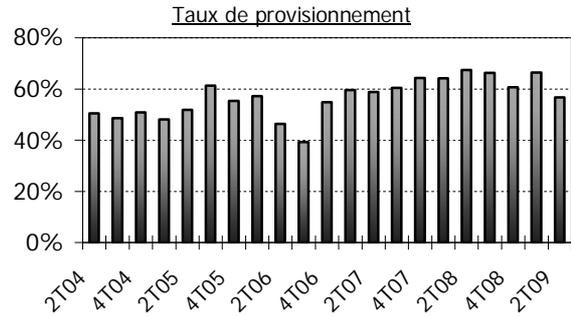
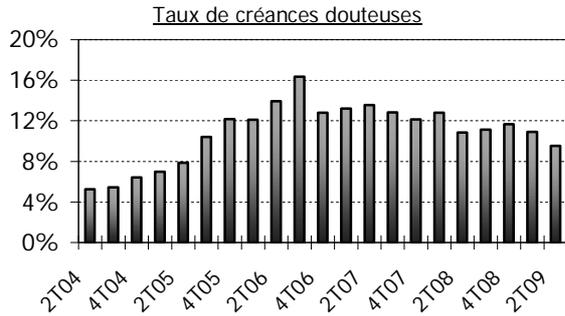
Structure (en %)



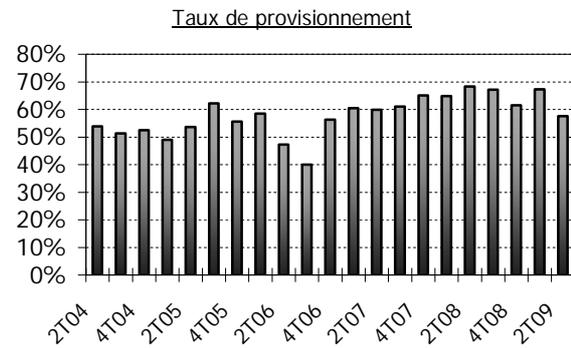
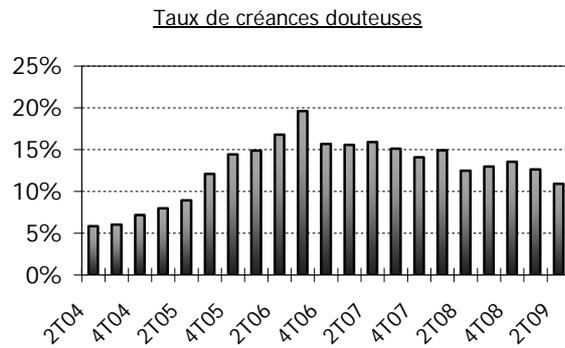
4.2 Les indicateurs de vulnérabilité

Indicateurs globaux

Ensemble des établissements de crédit

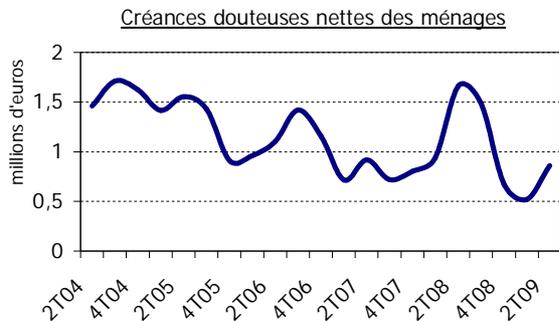


Etablissements de crédit locaux

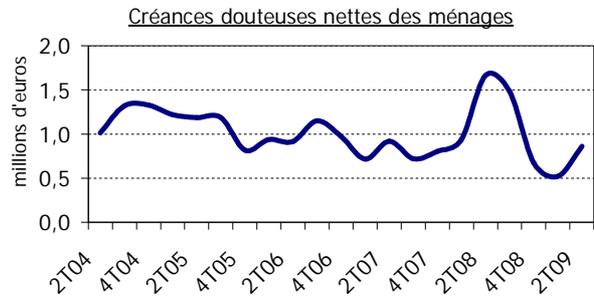


La vulnérabilité des ménages

Ensemble des établissements de crédit

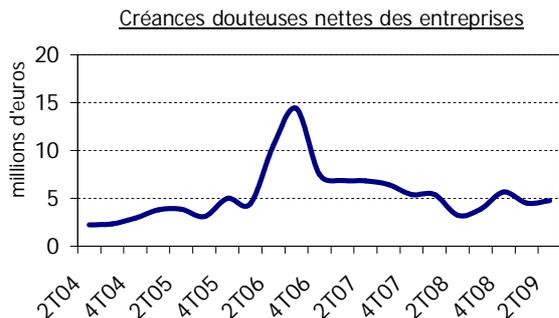


Etablissements de crédit locaux

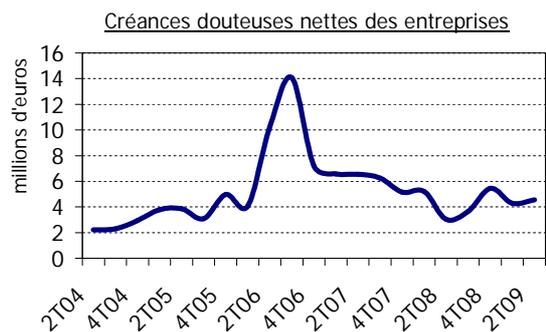


La vulnérabilité des entreprises

Ensemble des établissements de crédit



Etablissements de crédit locaux



## 5. Rappel des taux

### 5.1 Taux réglementés

#### TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE

Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème (13/05/2009)	1,00%
Taux de la facilité de dépôt (08/04/2009)	0,25%
Taux de la facilité de prêt marginal (13/05/2009)	1,75%

#### TAUX DE L'ÉPARGNE RÉGLEMENTÉE (depuis le 1<sup>er</sup> août 2009)

Livrets A et bleu : 1,25%	LDD* : 1,25%	LEP : 1,75%	PEL** : 2,50%	CEL* : 0,75%
---------------------------	--------------	-------------	---------------	--------------

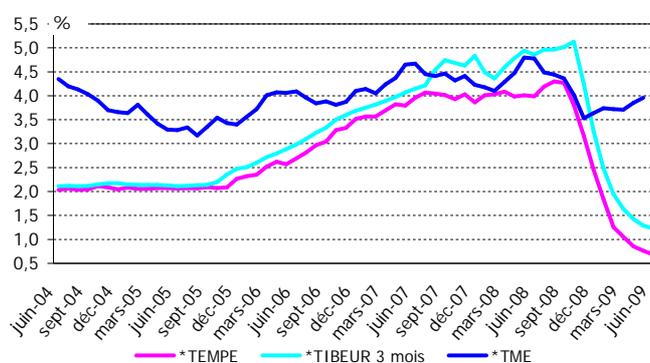
\*Livret de développement durable (ex CODEVI)

\*\*hors prime d'Etat

#### TAUX D'INTÉRÊT LÉGAL

Année 2009 (J.O. du 11/02/09)	3,79%
Année 2008 (J.O. du 23/02/08)	3,99%

### 5.2 Principaux taux de marché



\*TEMPE : taux européen moyen pondéré en euro ; TIBEUR : taux interbancaire offert en euro

\*TME : Taux moyen des emprunts d'Etat sur 1 an

### 5.3 Taux de l'usure

Est considéré comme usuraire tout prêt dont le taux effectif global (TEG) excède, au moment où il est consenti, le taux d'usure publié en application de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n°66-1010 du 28 décembre 1996.

Catégorie		Taux effectifs moyens pratiqués au 2 <sup>ème</sup> trimestre 2009 par les établissements de crédit	Plafond de l'usure applicable à compter du 1 <sup>er</sup> avril 2009
PARTICULIERS	<b>Prêts immobiliers</b>		
	- Prêts à taux fixe	5,26 %	7,01 %
	- Prêts à taux variable	5,27 %	7,03 %
	- Prêts relais	5,27 %	7,03 %
	<b>Autres prêts</b>		
- Prêts ≤ 1 524 € (*)	16,19 %	21,59 %	
- Découverts en compte, prêts permanents et financements d'achats ou de ventes à tempérament > 1 524 € (*)	15,47 %	20,63 %	
- Prêts personnels et autres prêts > 1 524 €	7,07 %	9,43 %	
ENTREPRISES	Découverts en compte (**)	10,09 %	13,45 %
A noter que l'article 7 de la loi n° 2005-882 du 2 août 2005 en faveur des petites et moyennes entreprises a supprimé la référence à un taux de l'usure, excepté pour les découverts, pour les prêts aux commerçants, artisans, entrepreneurs individuels et aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale, à l'exception des découverts en compte.			

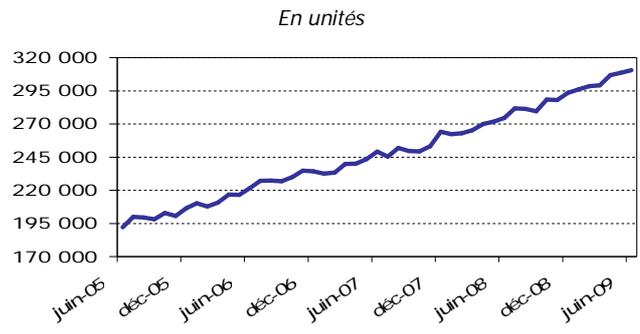
(\*) Pour apprécier le caractère usuraire du taux effectif global d'un découvert en compte ou d'un prêt permanent, le montant à prendre en considération est celui du crédit effectivement utilisé.

(\*\*) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois.

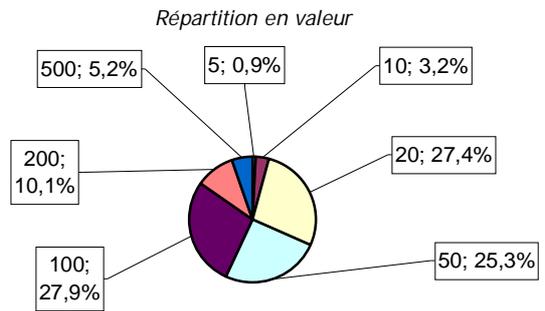
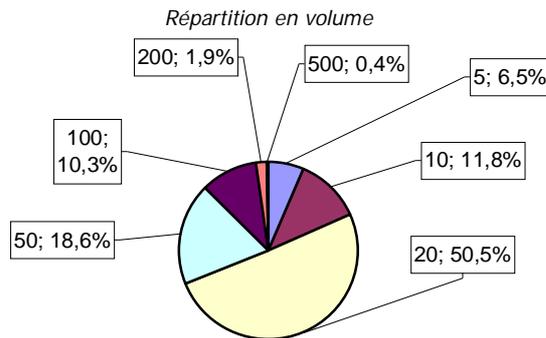
6. Monnaie fiduciaire

6.1 Emission de billets euros

Emissions nettes cumulées de billets (\*)



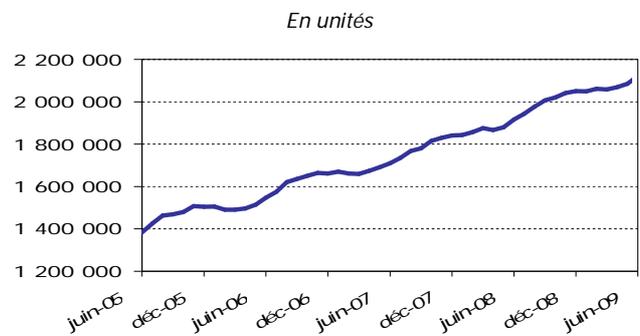
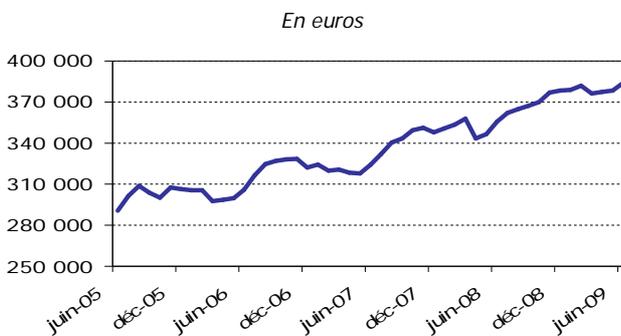
Répartition par coupure de l'émission nette cumulée de billets au 30 juin 2009



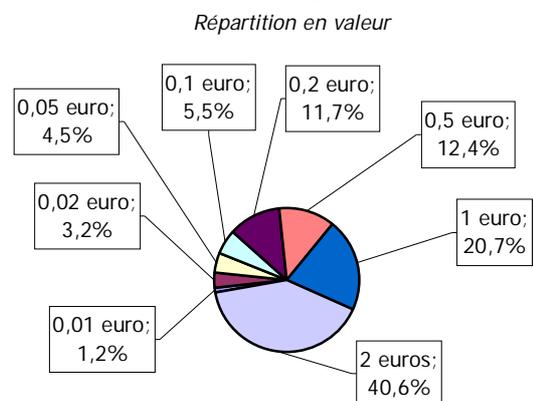
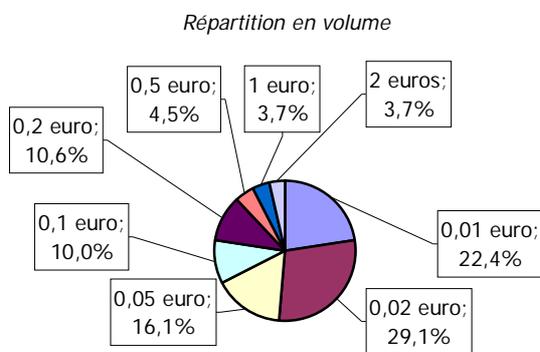
(\*) Les émissions nettes sont la différence entre les billets émis et les billets retirés de la circulation. L'émission nette cumulée représente le cumul des émissions nettes mensuelles depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2002, pré-alimentation comprise.

6.2 Emission de pièces euros

Emissions nettes cumulées de pièces (\*)



Répartition par coupure de l'émission nette cumulée de pièces au 30 juin 2009



(\*) Les émissions nettes sont la différence entre les pièces émises et les pièces retirées de la circulation. L'émission nette cumulée représente le cumul des émissions nettes mensuelles depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2002, pré-alimentation comprise.

Liste des publications

La Lettre de l'Institut d'émission  
Bulletin trimestriel de conjoncture : Suivi de la conjoncture financière et bancaire  
Suivi de la conjoncture économique  
Rapport annuel : Guadeloupe, Guyane, Martinique, Réunion, Mayotte,  
Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Martin, Saint-Barthélemy  
Rapport annuel du siège de l'IEDOM

*Ces publications sont disponibles en ligne sur le site [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)*

Les Notes de l'Institut d'émission

La filière banane à la Martinique (juillet 2005)  
Panorama de l'immobilier dans les DOM (décembre 2005)  
Panorama de l'activité bancaire dans les DOM (décembre 2005)  
Les relations entre la Guyane et ses pays frontaliers (mai 2006)  
La grande distribution en Martinique (juillet 2006)  
L'énergie en Guyane (novembre 2006)  
L'énergie électrique dans les DCOM (décembre 2006)  
Panorama de l'activité bancaire dans les DOM en 2005 (janvier 2007)  
Enquête typologique 2005-2006 sur le surendettement dans les DOM (juillet 2007)  
Evolutions statutaires et institutionnelles de l'outre-mer (septembre 2007)  
La formation du produit net bancaire dans les DOM (octobre 2007)  
Compétitivité des ports ultramarins dans leur environnement régional (décembre 2007)  
Le secteur des transports dans les DCOM (décembre 2007)  
Panorama de l'activité bancaire dans les DOM en 2006 (décembre 2007)  
Quel impact de la politique monétaire sur le coût du crédit aux entreprises en outre-mer ? (décembre 2007)  
La gestion des déchets ménagers dans les DCOM (septembre 2008)  
La filière des déchets en Guadeloupe (octobre 2008)  
Panorama de l'activité bancaire dans les DOM en 2007 (décembre 2008)

*Ces publications sont disponibles en ligne sur le site [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr) (à partir de décembre 2006)*

Les Notes expresses (dernières parutions)

N° 40 Les défaillances d'entreprises à la Martinique entre 2004 et 2006 (juillet 2007)  
N° 41 La filière banane à la Martinique : état des lieux et perspectives (juillet 2007)  
N° 42 La filière rizicole en Guyane (septembre 2007)  
N° 43 Le commerce extérieur à Mayotte de 2002 à 2006 (septembre 2007)  
N° 44 Les transports à Mayotte (octobre 2007)  
N° 45 Les transports de marchandises en Guyane (octobre 2007)  
N° 46 Dean à la Martinique : impact sur le tissu économique (novembre 2007)  
N° 47 Les coopératives agricoles en Guyane (novembre 2007)  
N° 48 Le développement urbain et interurbain en Martinique (décembre 2007)  
N° 49 Le tourisme à la Réunion (janvier 2008)  
N° 50 La gestion des déchets ménagers et assimilés en Guyane (juillet 2008)  
N° 51 Le financement bancaire des entreprises en Guyane (juillet 2008)  
N° 52 La gestion des déchets à Mayotte (octobre 2008)

*Ces publications sont disponibles en ligne sur le site [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)*

Les publications CEROM (dernières parutions)

Evaluation du PIB 2004 de Saint-Pierre-et-Miquelon, document de travail CEROM n° 4 (janvier 2007)  
Les entreprises de Martinique (juin 2007)  
Les comptes économiques de la Guyane en 2006 : premiers résultats (septembre 2007)  
Les comptes économiques de la Martinique en 2006 (septembre 2007)  
Cycle de vie du tourisme en Guadeloupe (octobre 2007)  
Guyane, un développement sous contraintes (juin 2008)  
Les comptes économiques de la Martinique en 2007 (octobre 2008)  
Guyane-Suriname, une meilleure connaissance mutuelle pour une coopération renforcée (décembre 2008)

*Ces publications sont disponibles en ligne sur le site [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)*

Ont participé à la réalisation de ce bulletin :

Mlle Hélène DESNOS

M. Fabrice DUFRESNE

**INSTITUT D'EMISSION DES DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER**

Directeur de la publication : M. Yves BARROUX  
Responsable de la rédaction : M. Fabrice DUFRESNE  
Edition : IEDOM  
Dépôt légal : Septembre 2009 - ISSN 0296 - 3116

**INSTITUT D'EMISSION DES DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER**

22, place du Général de Gaulle  
BP 4202

97 500 Saint-Pierre-et-Miquelon

Téléphone : 05.08.41.06.00 – Télécopie : 05.08.41.25.98

Site Internet : [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)

---